

Département
Du Pas-de-Calais

Arrondissement de
LENS



VILLE DE DOURGES

ARRETE MUNICIPAL N° 2025/ 331

ARRETE TEMPORAIRE DE VOIRIE
ARRETE D'AUTORISATION
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de DOURGES,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la propriété personnes publiques ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, portant instruction générale sur la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvé le 07 juin 1977 ;

Vu l'état des lieux ;

Vu l'arrêté permanent portant interdiction de circuler en raison d'une limitation de tonnage (3,5 tonnes) sur tout le territoire communal en date du 06 juin 2019 ;

Vu la demande de dérogation à cet arrêté pour le passage des engins de chantier ;

Considérant qu'il convient de restreindre la circulation et le stationnement, Route d'Evin-Malmaison, pour assurer des travaux de remplacement de poteau Télécom – Orange demandés par la société ENSIO, représentée par Monsieur FARHAT Khaled, domicilié au 7 rue Descartes à DOMONT 95330

Considérant qu'il est nécessaire d'autoriser une occupation temporaire du domaine public et d'instaurer des restrictions de circulation et de stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux ;

ARRETE

Article 1 : Le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera temporairement interdit, route d'Evin-Malmaison conformément aux déclarations et plans joints, sur le territoire de la commune de DOURGES, pour assurer des travaux de remplacement de poteau Télécom – Orange demandés par la société ENSIO, représentée par Monsieur FARHAT Khaled, 7 rue Descartes, 95330 DOMONT.

La société ENSIO, représentée par Monsieur FARHAT Khaled, 7 rue Descartes, 95330 DOMONT est autorisée à occuper le domaine public temporairement tel que déclaré dans la présente demande.

Article 2 : Ces restrictions prennent effet pour la stricte durée nécessaire aux opérations ayant fait l'objet de l'autorisation de voirie précitée, soit le 30/06/2025 au 29/07/2025 pour une durée de 30 jours.

Article 3 :

La circulation sera réglementée sur la zone concernée : chaussée restreinte sur 20 m linéaires.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit sur l'emprise du chantier.

La circulation pourra être maintenue en alternat manuel si nécessaire.

Article 4 : Les interdictions ci-dessus ne s'appliquent pas aux véhicules, engins et personnels de l'entreprise effectuant les travaux ou autre intervenant s'y substituant ou participant aux travaux, ainsi qu'aux véhicules et intervenants des forces de Police, de Gendarmerie, de Secours, de Lutte contre l'Incendie ou d'intervention urgente E.R.D.F/G.R.D.F.

Aucun stockage sur la chaussée ne sera toléré.

Article 5 : La protection et le cheminement des piétons et accès riverains seront assurés en toutes circonstances. La société ENSIO aura la charge de la signalisation du chantier et de la restriction de circulation.

La société ENSIO aura la charge de mettre en place la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I, partie 8, signalisation temporaire) sous le contrôle de la police municipale.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de celle-ci.

Un périmètre de sécurité sera mis en place par l'entreprise effectuant les travaux ou autre intervenant s'y substituant ou participant aux travaux et maintenu durant toute la durée desdits travaux. Un couloir de passage sécurisé pour le passage des piétons d'une largeur minimale de 1,50 mètre devra être préservé et maintenu libre de toute entrave à la circulation.

Article 6 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

L'emprise publique devra impérativement être remise en état à la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 7 : Les chambres de réseau et de branchement situées sur les trottoirs, relevant de l'intervention de la société ou de tout autre intervenant, devront rester accessibles à tout moment, sans entrave, afin de permettre leur maintenance, leur inspection ou leur réparation.

Toute obstruction, même temporaire, est interdite, sauf dans le cadre d'une intervention immédiate et justifiée. Dans ce cas, un balisage et une signalisation appropriée devront être mis en place pour assurer la sécurité des usagers, notamment piétons, et garantir l'accès sans délai en cas d'urgence.

Article 8 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 9 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 30 jours à compter du 30/06/2025.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation

Article 10 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de DOURGES.

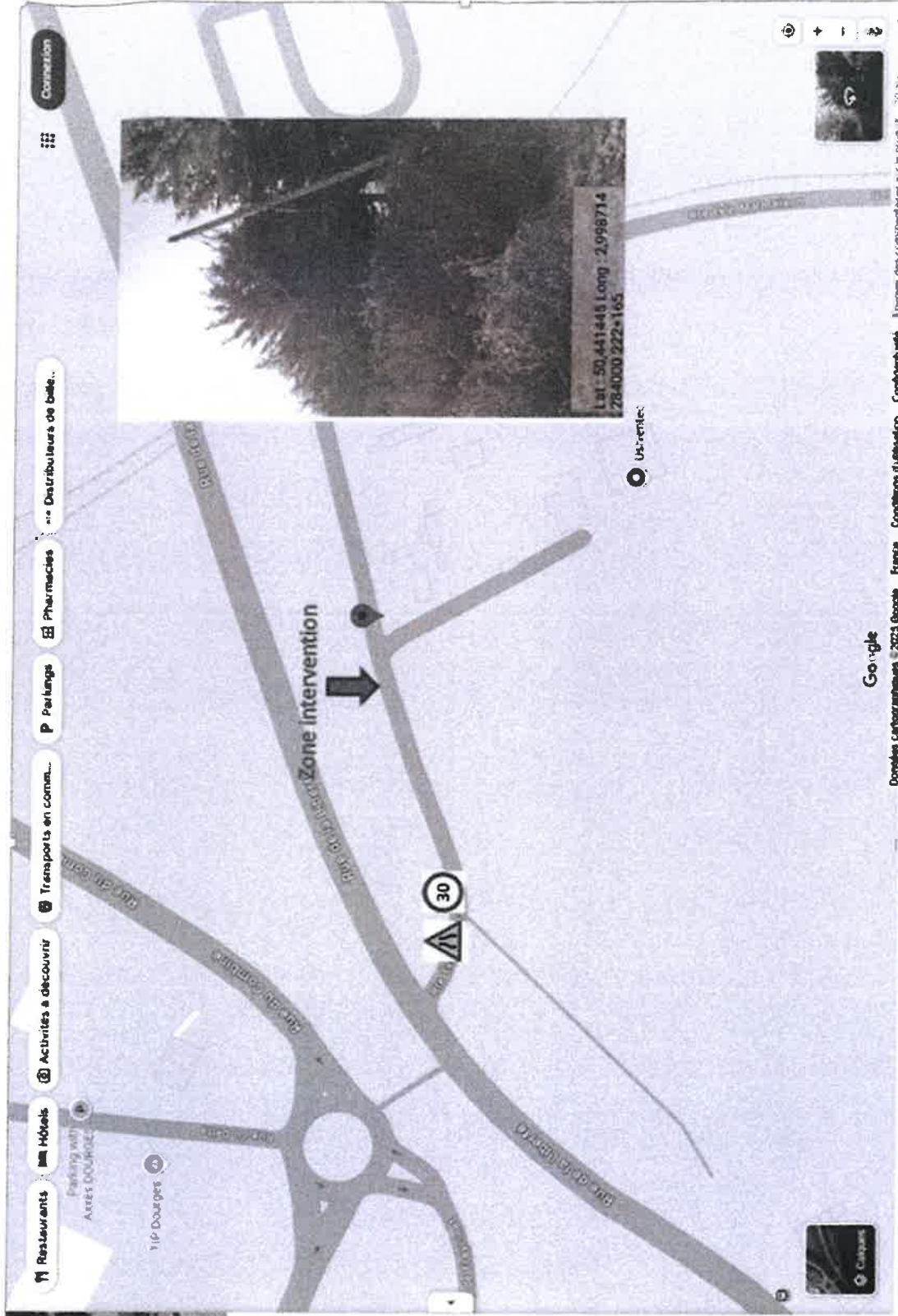
Article 12 : Monsieur Le Maire, Monsieur le Commandant de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille - CS 62039, 59014 Cedex, 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 Lille, dans un délai de **2 mois** à compter de la publication ou de la notification de l'acte. Le recours peut être effectué par voie dématérialisée via la plateforme Télérecours Citoyen, accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, où le citoyen peut introduire son recours et suivre l'évolution de sa demande.

A DOURGES, le 19 juin 2025

Le Maire,
Tony FRANCONVILLE





Google

Données cartographiques © 2023 Google France Conditions d'utilisation Confidentialité

Vu pour être annexé
à l'arrêté de ce jour.

N° 2025/334

Douges, le 19 JUN 2025

Le Maire,



1 Rte Evin Malmaison

- Rte Evin Malmaison, 62119 Douges
- Partager
- Envoyer vers un téléphone
- Envoyer vers un ordinateur
- Imprimer

- Rte Evin Malmaison, 62119 Douges
- Partager
- Envoyer vers un téléphone
- Envoyer vers un ordinateur
- Imprimer

Photos



Rechercher/Localiser

Adresse **Objets** Coordonnées Historique

Appui telecom (Gespot)

Commune Numéro Appui

Commune / INSEE :

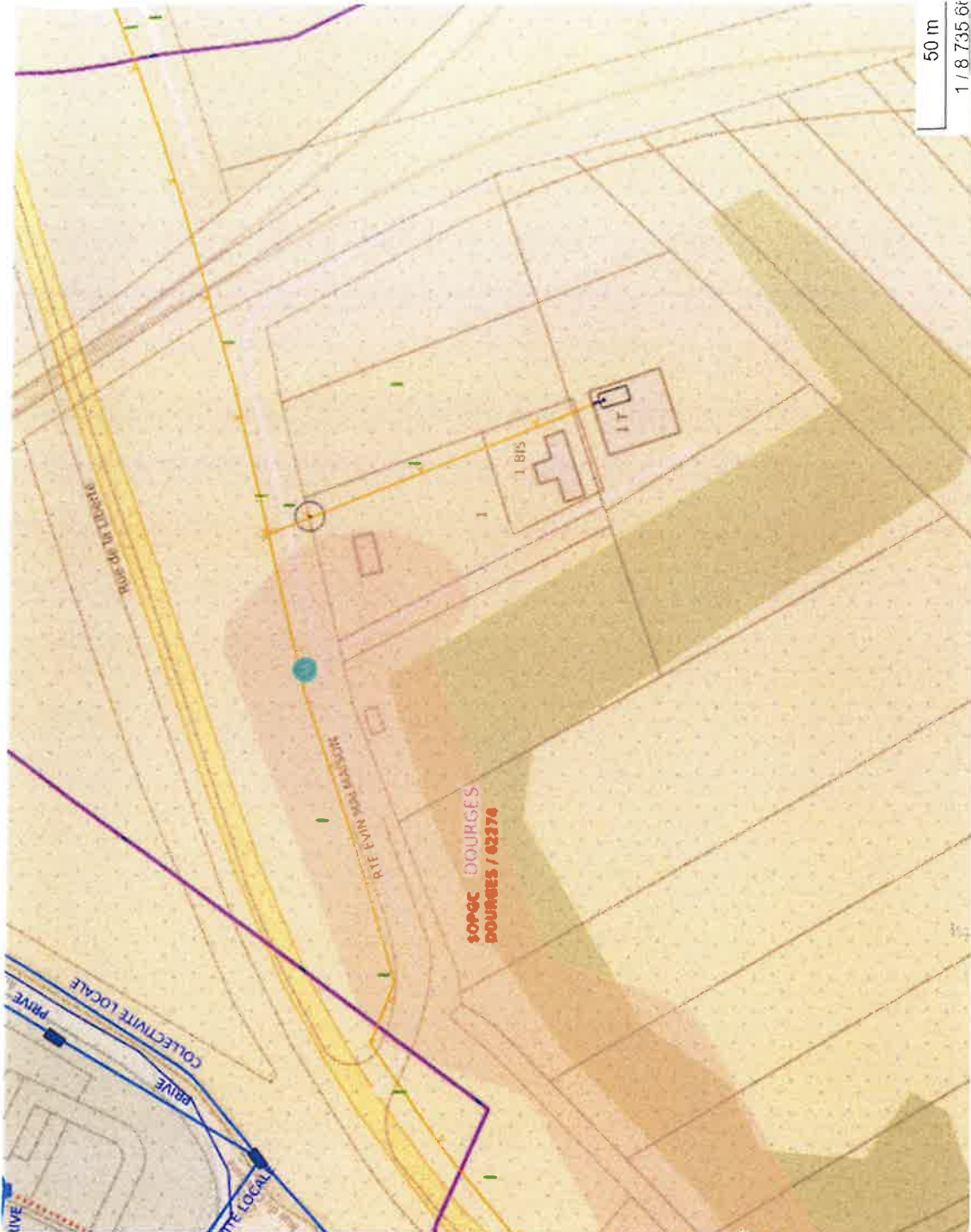
DOURGES / 62274

° appui :

000023276/62274/0140

Ajouter à la sélection lors du zoom

Position

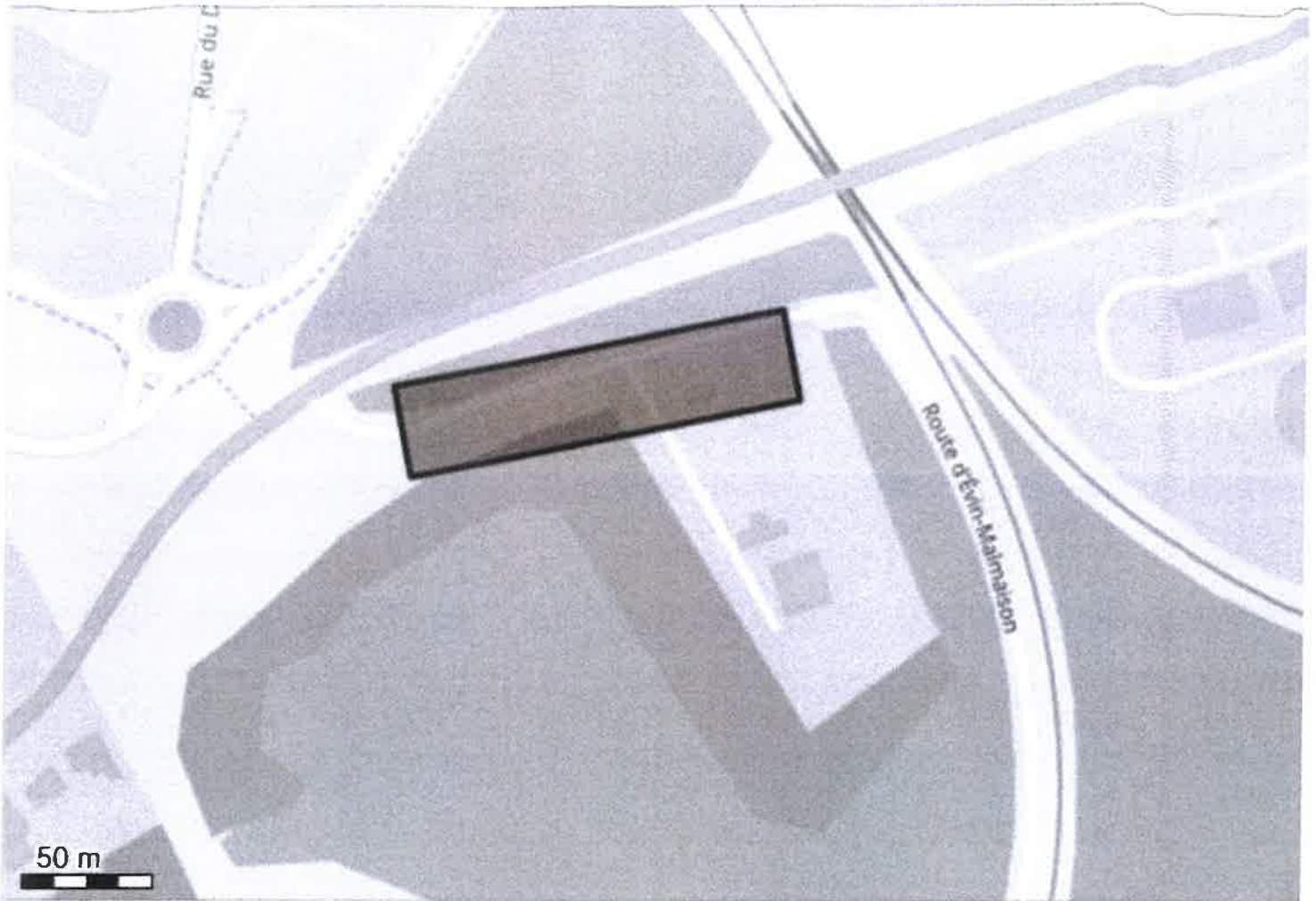


Vu pour être annexé
à l'arrêté de ce jour.
N° 2025/33-A

Hourges, le 19 JUN 2025



Le Maire,



Système géodésique : WGS 84
 EPSG : 4326

Emprise au format GML :

```
<gml:MultiPolygon xmlns:gml='http://www.opengis.net/gml' srsName='EPSG:4326'><gml:polygonMember><gml:Polygon><gml:outerBoundaryIs><gml:LinearRing><gml:coordinates>2.99886423,50.44117069 2.99910885,50.44120143 2.9990123,50.44151302 2.99713689,50.44127728 2.99689228,50.44124653 2.99698884,50.44093496 2.99886423,50.44117069</gml:coordinates></gml:LinearRing></gml:outerBoundaryIs></gml:Polygon></gml:polygonMember></gml:MultiPolygon>
```

Polygone 1

```
(50.441171 2.998864); (50.441201 2.999109); (50.441513 2.999012); (50.441277 2.997137); (50.441247 2.996892); (50.440935 2.996989); (50.441171 2.998864);
```

Vu pour être annexé
 à l'arrêté de ce jour.
 N°2025/331
 Douges, le 19 JUIN 2025

Le Maire,

